

8 MARS

JOURNÉE INTERNATIONALE

DES **DROITS** DES **FEMMES**



DOSSIER SPÉCIAL

ANTILLA

RELAYE LA VOIX DES MARTINICAISES

Sabrina Ajax, passeuse de cultures et de connexions caribéennes

Entre ancrage local et regard international, la Vauclinoise Sabrina Ajax a fait de la Caraïbe son terrain d'expression et de création. À la tête d'ASIS WI, elle pilote deux médias aux ambitions complémentaires : Richès Karayib, véritable écosystème culturel régional, et Latitude 15, plateforme dédiée aux professionnels de l'aérien et du maritime. **Portrait d'une entrepreneuse qui relie les territoires autant que les personnes.**

Sabrina Ajax incarne cette génération d'entrepreneurs caribéens tournés vers le monde sans jamais perdre de vue leurs racines. Présidente d'ASIS WI, la structure qui chapeaute l'ensemble de ses activités, elle poursuit sa propre ambition « contribuer à connecter les territoires de la Caraïbe, créer du lien et participer à leur développement économique, culturel et touristique ».

Sous l'égide d'ASIS WI, deux médias cohabitent et se complètent. Le premier, Richès Karayib, dépasse largement le cadre du magazine culturel. « Richès Karayib, ce n'est pas qu'un média, c'est un écosystème », insiste-t-elle. Un projet pensé pour valoriser les patrimoines, les initiatives et les talents de la Grande Caraïbe, des îles aux pays côtiers d'Amérique latine. Inscrit dans le programme Interreg jusqu'en 2029, il se déploie à travers des événements, des rencontres, des masterclass et des contenus éditoriaux multilingues. Musique, mode, gastronomie, création audiovisuelle : « La valorisation de certains permet aussi la transmission à d'autres », résume Sabrina Ajax, convaincue que la mise en lumière va de pair avec la professionnalisation.

En parallèle, elle développe Latitude 15, un média plus spécialisé, destiné aux professionnels des secteurs aérien et maritime. « Ce ne sont pas les mêmes cibles, ni les mêmes enjeux », explique la Vauclinoise. Né à la suite d'un événement en lien avec des acteurs régionaux de l'aviation, Latitude 15 couvre une zone élargie Caraïbe-Amérique latine et s'adresse à un public professionnel. Disponible en français, anglais, espagnol et portugais, le média décliné en version papier et digitale ambitionne de « permettre aux acteurs de mieux se connaître, de créer des opportunités d'affaires et de partager leurs expériences ». Une manière concrète de répondre à des problématiques souvent communes aux territoires de la zone et de contribuer au développement de la connectivité dans la région.

Si Sabrina Ajax jongle avec plusieurs casquettes, elle s'en amuse presque : « Je ne sais pas si je suis hyperactive, mais il y a toujours de nouvelles choses à faire ». Formée en management des affaires internationales, passée par la Barbade, Miami ou encore le Canada, elle a créé ASIS WI en février 2020, quelques jours avant la pandémie. Derrière l'entrepreneuse, il y a surtout une vision profondément humaine. « Chacun a une richesse, un savoir-faire, une force », affirme-t-elle.

À travers ses projets, Sabrina Ajax revendique une dynamique résolument positive :



« Mettre en avant ce qui fait briller les territoires et les personnes, c'est ça qui m'anime. »

SABRINA AJAX, DISTINGUÉE AU CONCOURS FANM DIGITAL 2026

C'est à l'hôtel de la CTM à Cluny que l'entrepreneuse s'est vue récompenser du prix Gran flamm. Réaction : « Recevoir ce prix est un bel encouragement parce que par moment on se demande si ça en vaut la peine. Ce moment là me rappelle que c'est le cas. Assez souvent, on évolue dans un petit cercle voire seule. Je sentais que la solution que j'apportais pouvait aider le territoire, aider les Martiniquais à se révéler. Avec le média Richès Karayib, on met en avant, on valorise. Aujourd'hui, c'est aussi déclencher quelque chose chez ce peintre qui peint chez lui et qui pourrait demain recevoir des touristes et ainsi leur procurer une expérience exclusive. Les touristes peuvent découvrir la Martinique autrement. Tout l'écosystème a pour objectif d'aider tous ceux qui ont un talent et qui n'en sont peut-être pas conscients ou qui ne savent pas comment le valoriser. Nous devenons un facilitateur entre ces voyageurs et ces porteurs d'expérience. »



Ophélie Diony, l'expertise au service de l'impact

Dans son cabinet, un colibri semble battre des ailes comme un symbole : celui de la précision de l'engagement. Experte-comptable, Ophélie Diony accompagne depuis 2022 les entrepreneurs de l'île avec une conviction forte : derrière les chiffres se cachent des histoires, un impact à construire. Entre transmission et audace, la fondatrice de Wij'impacte trace son propre chemin et aide les autres à oser le leur.

C'est un immense colibri aux reflets moirés en vol stationnaire qui vous accueille dans le bureau d'Ophélie Diony. L'oiseau mouche prend toute la largeur du mur.

Née d'une mère robertine et d'un père lorrainois, c'est dans les Yvelines que naît Ophélie Diony. Ecole, collège, lycée et même études supérieures, la région parisienne voit la future fondatrice de Wij'impacte grandir. Alors qu'elle finit son apprentissage, la jeune femme saisit une alléchante opportunité. Une offre chez un mastodonte mondial de la comptabilité en Martinique, la terre de ses parents. La voilà donc en poste à Fort-de-France. Pourtant ces prémices d'une carrière brillante auraient pu ne jamais avoir lieu. Ophélie Diony est tombée dans la comptabilité au hasard d'une orientation. Mais celle qui se prédestinait à une carrière scientifique ne s'est pas trompée de branche. « Je ne savais pas ce que c'était mais le côté logique m'a plu. » Elle en profite même pour revoir ses ambitions à la hausse et vise le diplôme d'expert

comptable qu'elle décrochera en novembre 2014. Elle prend plaisir à expliquer que son métier va au-delà des chiffres. « Les chiffres sont une base. La comptabilité, c'est voir ce qu'il y a derrière les chiffres. » En tant qu'experte comptable, Ophélie Diony est un témoin privilégiée de la dynamique économique martiniquaise. Même s'il ne s'en est pas fait une spécialité, Wij'impacte compte de nombreuses jeunes entreprises dans son portefeuille. « Ce sont des personnes qui débutent tout juste et qui ont vraiment besoin d'accompagnement pour lancer leur entreprise et la faire prospérer. » Un effet miroir pour celle qui est à la tête de son cabinet comptable depuis 2022 et revoit ses tout débuts à travers ces jeunes entrepreneurs.

L'idée de monter son cabinet d'expertise comptable germe lors des confinements. Comme de nombreux parents, Ophélie Diony doit jongler entre son travail et sa vie de famille qui s'entrechoquent à domicile. « Si je veux être bien dans une entreprise, il faut que je la crée. » Ce

sera chose faite en janvier 2022. Malgré une bonne dose d'appréhension, la jeune femme se lance. « Cela a été un vrai cheminement. Ça ne s'est pas fait du jour au lendemain »

Aujourd'hui, à Wij'impacte, Ophélie Diony fait de la transmission, un pilier de son entreprise. « C'est important avec les collaborateurs, avec les clients. » Pour ses derniers, elle s'emploie à user de pédagogie. « Ce sont des chefs d'entreprise et pour certains la partie administrative peut être rédhibitoire. » Même le nom qu'elle a choisi pour son cabinet est une histoire de transmission. Wij'impacte est une contraction du prénom de ses enfants. « Ce que je veux leur transmettre est la notion que tout est possible, ne pas vivre en ayant des regrets. Il faut tenter les expériences, ne pas s'arrêter à ses propres barrières et aux barrières que les autres peuvent mettre en travers. » ■

Laurianne Nomel



« Je veux que mes clients repartent avec plus qu'un bilan : de la clarté, de la confiance, et l'envie d'oser – parce qu'une entreprise, avant d'être des chiffres, c'est un projet de vie. »



Marie-Françoise Emonide, faire de l'égalité un chantier martiniquais

Nommée le 1er janvier 2026 directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes en Martinique, Marie-Françoise Emonide inscrit son engagement dans un parcours façonné par la rigueur scientifique, le service public et une conscience aiguë des inégalités.

« Je suis martiniquaise. Je suis née, j'ai grandi en Martinique. » D'emblée, Marie-Françoise Emonide ancre son histoire dans la terre de son enfance, entre le Gros-Morne et Le Vauclin. Fille d'agriculteurs, elle grandit à la campagne, dans une famille où le travail et la solidarité ne sont pas des mots creux. « Dans ma famille, j'étais la première à partir faire mes études loin », se souvient-elle. Baccalauréat scientifique en poche, elle part pour Toulouse, puis intègre une école d'ingénieur à Compiègne. À l'époque, partir seule étudier dans l'Hexagone relève du pari familial. « On n'avait pas les réseaux sociaux, pas les visios. Les fêtes de Noël loin de la famille, ça compte. » Elle découvre l'importance du tissu associatif et de la « sororité » : « Avoir un cercle féminin pour échanger sur ses questionnements, c'est essentiel quand on démarre sa vie d'adulte. »

Diplômée en génie des procédés industriels, option agroalimentaire, elle débute en recherche et développement dans le privé avant de rejoindre l'armée de l'air comme ingénieure civile. « C'était un monde d'hommes. » Une école de posture professionnelle.

Après quatre ans, elle intègre le ministère de la Santé en région parisienne, sur des probléma-

tiques de santé environnementale et de sols pollués. « J'ai trouvé un ministère très féminin, avec beaucoup de femmes engagées sur des sujets scientifiques de pointe. » En 2006, elle revient en Martinique à la Direction de la santé et du développement social, devenue depuis l'Agence régionale de santé. Elle y gravit les échelons jusqu'à des fonctions de direction, au prix d'un investissement soutenu. « Il faut saisir les opportunités. Elles ne se représentent pas forcément. Souvent, on se met nous-mêmes des barrières. »

Son nouveau poste s'inscrit dans la continuité. À la tête de la direction régionale aux droits des femmes, elle articule son action autour de quatre axes : lutte contre les violences sexistes et sexuelles, santé des femmes, égalité professionnelle et autonomie économique, diffusion d'une culture de l'égalité. Car le constat est sévère. En Martinique, « une femme sur cinq déclare avoir subi des violences conjugales », rappelle-t-elle, citant l'enquête de 2018 de l'INED. Chez les 20-25 ans, « c'est une jeune femme sur trois ». Aux violences physiques s'ajoutent « les violences psychologiques, économiques, le cyberharcèlement, et même des formes de violences géographiques », quand l'espace des femmes se trouve restreint. Les iné-

galités traversent aussi le monde du travail. « Les femmes sont plus touchées par la précarité, avec des carrières hachées, des situations de monoparentalité nombreuses. »

Quant au mythe de la « femme potoman », pilier supposé inébranlable de la famille antillaise, elle le questionne. « Ça ne doit pas être une excuse pour faire peser tout sur les épaules des femmes. » Charge mentale, soins aux enfants et aux parents âgés : « Les responsabilités doivent être partagées. »

Pour Marie-Françoise Emonide, l'égalité ne se construira ni dans l'opposition ni dans l'injonction. « Agir pour l'égalité, ce n'est pas agir contre les hommes. C'est un travail à faire ensemble. » Un travail de longue haleine, qui commence « dès le plus jeune âge », à l'école, dans les médias, le sport, la culture. « La société martiniquaise a beaucoup à gagner à travailler autour du respect et de l'acceptation de chacun. » Dans son bureau encore récent, la nouvelle directrice le sait : la route est longue. ■

Laurianne Nomel



« Mon fil conducteur, c'est de ne plus laisser l'égalité être un principe abstrait : je veux qu'elle devienne une réalité vécue, dans les foyers, au travail, à l'école, et ça se construit avec tout le monde, femmes et hommes, dès le plus jeune âge. »



Martine Lheureux, penser la Martinique à hauteur de vivant

Dirigeante d'entreprise, ancienne haute fonctionnaire territoriale, militante de l'écologie systémique, Martine Lheureux fait partie de ces femmes qui relient les mondes plutôt que de les opposer. Économie, environnement, solidarité : son engagement trace une voie exigeante et profondément humaine pour penser l'avenir de la Martinique.

Martine Lheureux n'est pas qu'une militante publique, elle joint le geste à la parole. Dans son bureau de Saint Esprit, ses meubles sont faits localement en palettes de bois recyclées. Elle porte des vêtements qui ne viennent surtout pas de la fast fashion mais cousus par une amie. Assise derrière son ordinateur, la Spiritaine, tout sourire, sirote son café. Un café qui est lui aussi local tout comme la tasse qu'elle tient dans la main. Martine Lheureux se définit d'abord par la passion. Une passion qu'elle revendique comme moteur, quel que soit le champ dans lequel elle agit. « J'ai besoin d'être passionnée pour faire », dit-elle simplement. Cette énergie intérieure s'enracine dans un lien ancien et intime avec la nature. La marche, l'observation, le temps long passé dehors nourrissent sa réflexion autant que son équilibre personnel. Et surtout, il y a l'eau : la mer, les rivières, les sources. L'eau comme refuge, comme nécessité vitale, comme boussole. « J'ai besoin de la mer pour être bien. »

Son parcours, pourtant, ne la destinait pas d'emblée à l'écologie. Formée à l'économie et à l'économétrie, titulaire d'un DESS en statistique et informatique socio-économique, elle déve-

loppe très tôt une approche systémique des territoires et des organisations. Après plusieurs années dans le secteur bancaire, elle crée une première entreprise de conseil en gestion, accompagnant surtout des petites structures et des entreprises en difficulté. Un travail qu'elle affectionne particulièrement : être aux côtés d'entrepreneurs souvent seuls face aux décisions, aux risques et aux responsabilités multiples. Cette compréhension fine des rouages économiques s'approfondit lorsqu'elle devient directrice générale adjointe de la Région Martinique, en charge du pôle économie. Pendant six ans, elle observe de l'intérieur les mécanismes de pouvoir, les jeux d'acteurs, les écarts entre les discours et les actes. Une expérience décisive, qui lui permet de prendre de la hauteur, mais aussi de mieux comprendre la nature humaine.

Un tournant s'opère après un changement de mandature, la naissance de son premier enfant et un temps de recul. Martine Lheureux commence alors à s'informer autrement, à écouter, à se former. La démission de Nicolas Hulot, puis les conférences de Jean-Marc Jancovici agissent comme des révélateurs. Elle rejoint les Shifters, s'immerge dans les enjeux énergétiques et climatiques, tout en ressentant rapidement le besoin d'aller plus loin : au-delà des chiffres, du carbone et de la technique, poser la question du sens.

Cette quête la conduit à la Fresque du climat, qu'elle adopte immédiatement comme outil de transmission et de mobilisation. Par l'intelligence collective, les cartes, les échanges, elle permet aux participants de comprendre concrètement les mé-

canismes physiques du dérèglement climatique, mais aussi leurs impacts directs sur les activités professionnelles et les territoires. En Martinique, ces échanges font émerger une réalité tangible : chaleur extrême, sécheresses, inondations, fragilité de l'eau, dépendance énergétique. Pour Martine Lheureux, les crises actuelles ne peuvent être abordées en silo. Le rapport de l'IPBES sur la biodiversité confirme ce qu'elle observe sur le terrain : santé, alimentation, climat, eau et biodiversité forment un nexus indissociable. Toucher à l'un, c'est affecter tous les autres. La gestion de l'eau en période de sécheresse, par exemple, pose immédiatement des enjeux écologiques, sociaux et économiques. Si elle se montre lucide sur les lenteurs politiques, elle garde foi dans la capacité des citoyens à impulser le changement. Les jeunes, les associations, les initiatives locales en agroécologie ou en économie solidaire incarnent pour elle des modèles robustes et résilients. « On n'est jamais résilient seul », rappelle-t-elle. La solidarité, l'entraide, le lien social sont au cœur de toute adaptation possible.

Le parcours de Martine Lheureux rappelle que l'engagement écologique est aussi un engagement social : celui du soin porté au vivant, de la transmission, de la remise en question des modèles dominants. Face à l'incertitude des polycrises, elle plaide pour un plan B collectif, fondé sur la coopération, la sobriété choisie et une autre définition du progrès.■

Laurianne Nomel



Gladys Pélage, bâtir l'île au quotidien

Ingénieure travaux chez Caraïb Moter depuis 2009, Gladys Pélage façonne routes, ponts et espaces publics martiniquais avec la même exigence : conjuguer rigueur technique, management et vision durable. Un métier « dynamique », à son image, au cœur des transformations de l'île.

Au départ, rien n'était totalement écrit. Bonne élève au lycée, Gladys Pélage suit les conseils de ses professeurs et s'engage en classe préparatoire scientifique, section physique-chimie au lycée Bellevue. « Je n'avais pas un métier arrêté en tête », confie-t-elle. Reçue au concours de Polytech Orléans, elle y découvre progressivement sa voie. Après un tronc commun, elle hésite entre hygiène-environnement et aménagement urbain. Les interventions de professionnels achèvent de la convaincre : le terrain, l'action, la conduite de projets seront son horizon.

Depuis 2009, elle exerce comme ingénieure travaux chez Caraïb Moter. Un métier qu'elle qualifie sans cesse de « dynamique ». Dynamique parce qu'il mobilise des compétences multiples : expertise technique sur le terrain, management d'équipes, suivi financier des marchés, respect des normes de sécurité, gestion administrative et relation commerciale. « On a une enveloppe, un délai, des contraintes. Il faut livrer un ou-

vrage conforme, dans le budget imparti. » À cette polyvalence s'ajoute la richesse humaine : collaborateurs, clients, partenaires institutionnels. « C'est exigeant, mais c'est vivant. »

Son empreinte se lit dans le paysage martiniquais : le parking de Décathlon, le giratoire du Morne-aux-Bœufs au Carbet, le pont de l'Habitation Clément qu'elle a encadré, ou encore un ouvrage récent à Bois Soldat, au François. Des réalisations concrètes, utilisées chaque jour par les usagers.

Observatrice privilégiée du secteur, elle porte toutefois un regard lucide sur la conjoncture. La commande publique se fait plus rare, les grands projets structurants se sont espacés. « On est davantage dans l'entretien et la maintenance. » Pour elle, l'enjeu est double : améliorer le confort des usagers et valoriser l'existant, notamment les bâtisses abandonnées. Sur une île au foncier limité, la réhabilitation est une nécessité selon l'ingénieur.

Le développement durable s'impose aussi comme priorité pour elle comme pour Caraïb Moter : véhicules électriques, panneaux photovoltaïques sur les centrales, récupération d'eau de pluie, tri des déchets, réduction des émissions. « Nous sommes une île, les effets sont directs. On n'a pas le choix. »

Au-delà des chantiers, Gladys Pélage formule un vœu pour la Martinique : davantage de cohésion, de fierté et d'ouverture sur la Caraïbe. Et un message aux jeunes filles : « Il y a de moins en moins de métiers genrés. C'est la volonté qui compte. Il faut y aller. » Elle sourit : sa génération a contribué à ouvrir la voie. À son tour, elle bâtit des ouvrages, mais aussi des possibles. ■

Laurianne Nomel



« Sur un chantier, tout compte : la sécurité, le budget, les délais, la qualité – mais ce qui me motive vraiment, c'est de livrer des ouvrages utiles au quotidien et de penser la Martinique avec plus de réhabilitation, de cohésion et d'ouverture sur la Caraïbe. »



Catherine Rodap, le droit comme levier de souveraineté économique

Avocate en droit des affaires et en droit immobilier, présidente du Medef Martinique, Catherine Rodap défend une vision stratégique et offensive de l'économie martiniquaise. Pour elle, le droit n'est pas qu'un cadre : c'est une force d'émancipation et un outil de transformation du territoire.

Elle a choisi le droit « presque instinctivement ». Très tôt, Catherine Rodap perçoit dans cette discipline bien plus qu'un corpus de règles : une architecture. « Le droit, c'est la colonne vertébrale d'une société. C'est ce qui protège, structure, arbitre. » Avocate en droit des affaires et en droit immobilier, elle accompagne les entreprises dans leurs enjeux juridiques et stratégiques. Car derrière les textes, elle voit surtout des leviers. « Quand une entreprise comprend ses droits, ses risques, ses marges de manœuvre, elle avance plus vite et plus sereinement. »

Ce goût pour les mécanismes, pour l'analyse fine des rapports de force et des stratégies, ne l'a jamais quittée. Dans les territoires ultramarins, estime-t-elle, la maîtrise juridique relève presque de la souveraineté. Les normes évoluent,

l'économie se complexifie, les contraintes s'intensifient : le droit demeure, selon elle, un outil de puissance économique.

Son engagement à la tête du MEDEF Martinique procède de la même logique. Cheffe d'entreprise dans une profession réglementée, elle connaît les réalités des charges, des normes et de l'incertitude. À un moment, dit-elle, il ne suffisait plus de commenter le système : il fallait contribuer à le transformer. Éluë par conviction, elle découvre rapidement l'ampleur de la tâche. Le rôle dépasse la simple représentation patronale. Il exige un dialogue institutionnel permanent, la gestion de crises, une réflexion de fond sur l'attractivité du territoire et parfois une parole ferme.

Sous sa présidence, l'organisation patronale entend se structurer davantage, affirmer une voix « à la fois responsable et déterminée », et surtout proposer. Développement économique, souveraineté productive, modernisation des filières locales : le Medef Martinique veut peser dans le débat public. Catherine Rodap ne parle pas d'empreinte personnelle. Elle préfère évoquer une dynamique collective et la nécessité de ne jamais détourner le regard face aux difficultés.

Elle récuse l'étiquette de militante, mais revendique un engagement clair. Pour elle, l'entreprise est un acteur social central : elle crée de l'emploi, forme, investit et structure le territoire. « Dans une île comme la Martinique, chaque entreprise qui tient bon est une victoire collective. » Son souhait pour l'île est limpide : une Martinique confiante, consciente de ses talents, capable d'innover et d'exporter sans se définir uniquement par ses fragilités. Stabilité, vision de long terme, coopération : voilà, selon elle, les fondations d'un renouveau.

En ce 8 mars, elle salue le travail de la commission des Femmes cheffes d'entreprises du Medef Martinique, présidée par Nathalie Sébastien, présidente du directoire de la Samac (Société aéroport Martinique Aimé Césaire). Mais son ambition ultime dépasse les distinctions. Que compétence, leadership et vision soient reconnus sans qualificatif. Le signe, dit-elle, d'une maturité collective enfin atteinte. ■

Laurianne Nomel



Céline Rose, CMPE : tenir le cap collectif

Première femme à la présidence de la CPME Martinique, Céline Rose incarne une vision militante et profondément collective de l'engagement entrepreneurial. Cheffe d'entreprise, bénévole associative et femme de transmission, elle défend avec constance la visibilité des TPE-PME, convaincue que le développement du territoire passe par la force du collectif, à terre comme en mer.

Originaire du Vauclain, Céline Rose a grandi dans une famille où l'engagement n'était pas un mot creux. « J'ai toujours vu mes parents participer à la vie du quartier. Se mettre ensemble pour améliorer les choses, pour moi, c'était normal », confie-t-elle. Après une scolarité en Martinique, elle part étudier à Toulouse où elle se forme à l'électronique et aux télécoms, travaillant notamment dans la recherche et développement. Mais en 2008, l'appel du retour se fait plus fort. « Il était question de vendre le commerce familial. J'ai dit non. J'avais envie de rentrer, de changer de vie, et de me lancer dans le commerce. »

Autodidacte, elle apprend « sur le tas », entre lectures, formations et échanges. L'année suivante, la grève de 2009 agit comme un déclencheur. Adhérente à la CGPME de l'époque, elle s'implique d'abord pour défendre le commerce de proximité dans les négociations sur la vie chère. « Si les baisses de prix ne concernaient que la grande distribution, nous allions devenir encore plus chers. Les petits commerces allaient disparaître. »

Sa parole est remarquée. Elle entre au conseil d'administration, puis gravit les échelons jusqu'à la présidence en 2015.

À la tête de la CPME Martinique, elle revendique une ligne claire : donner toute leur place aux TPE et PME. « Même une entreprise d'une seule personne crée de la richesse. Ce n'est pas quelqu'un au RSA, c'est un acteur économique du territoire. » Son combat : rendre visibles ces entreprises souvent oubliées des projecteurs, mais essentielles à l'emploi et à la cohésion sociale. « Le cœur de notre métier, c'est de porter la voix de ce tissu économique dans les instances, et de penser un développement du territoire favorable à tous. »

En parallèle, Céline Rose est trésorière de l'association de yole de la Baie des Mulets. Issue d'une famille de marins-pêcheurs, elle y voit un prolongement naturel de ses valeurs. « La yole, c'est le travail d'équipe, l'abnégation, la transmission entre générations. C'est exactement la même chose à la CPME : chacun a son rôle, et si un seul est à

contretemps, la yole n'avance pas. » Elle y défend aussi la rigueur de gestion et la structuration, convaincue que tradition et modernité peuvent avancer ensemble.

Sans jamais revendiquer un statut particulier, elle mesure toutefois la portée de son rôle. « Je n'ai pas eu l'ambition d'être la première femme. Mais je sais qu'on doit être bonne, surtout quand on est une femme noire. Je suis très attachée à l'image que je renvoie sur mon territoire. » Aujourd'hui, alors qu'elle prépare la transmission après dix ans d'engagement, Céline Rose reste fidèle à son cap : faire du collectif une force, et rappeler que le développement de la Martinique se construit d'abord par celles et ceux qui entreprennent, chaque jour, ici. ■

Laurianne Nomel



« La Martinique se construira par la force de son tissu de petites entreprises : quand les TPE et PME avancent ensemble, c'est tout le territoire qui progresse. »



Lisa Toussay, du bureau aux pâturages : le double engagement

Installée depuis 2022 au Diamant, Lisa Toussay trace son sillon entre deux mondes : l'accompagnement administratif des agriculteurs et l'élevage ovin. À la tête d'une petite exploitation de 7 000 m², la jeune femme incarne une nouvelle génération d'éleveurs, formés, engagés et tournés vers le mieux-manger local.

Vêtue d'une salopette, elle tient un seau en plastique noir dans les mains. « Vous allez voir, je vais les faire venir ». Lisa Toussay se met à taper vigoureusement sur son seau. Les têtes se dressent. Les oreilles aussi. D'un mouvement, tous les moutons se dirigent vers l'agricultrice pensant avoir une gratification alimentaire. Sur ses terres familiales du Diamant, Lisa Toussay est « partie de zéro ». « Il n'y avait rien du tout. J'ai dû nettoyer le terrain, aménager les parcs, installer un abri, acheter les animaux... », dit-elle en regardant autour d'elle. Chef d'exploitation à titre secondaire, elle mène de front une activité principale d'accompagnement administratif des agriculteurs. « J'étais de l'autre côté de la barrière. Je suivais les exploitants sur la gestion et les démarches. Et puis j'ai eu envie de mettre les mains dans la terre. »

Sa production principale : le mouton. Naisseur, elle élève aujourd'hui dix mères et un bélier. Les agneaux, sevrés à trois mois, sont livrés à la coopérative, la CODEM, qui les confie ensuite à des engraisseurs. « Je me suis vraiment prise de passion pour le petit ruminant. Les voir naître, grandir, mettre bas à leur tour... ça me plaît profondément. »

Le tableau n'est pas sans ombre. En décembre dernier, une attaque de chiens lui a coûté huit bêtes. « C'est le plus gros point noir de l'activité en petit ruminant. » Comme beaucoup d'éleveurs, elle doit aussi composer avec les aléas climatiques et une trésorerie fragile en phase d'installation. « Il faut mettre de sa poche avant d'avoir un vrai roulement. Ça demande beaucoup de patience et un suivi administratif rigoureux. » Un domaine qu'elle connaît bien, mais qui n'en reste pas moins chronophage. Malgré tout, Lisa Toussay refuse de noircir le tableau. « Je ne veux pas brosser une image uniquement négative de l'agriculture. Oui, c'est difficile. Mais c'est un métier de passion. On est au grand air, on voit le résultat concret de ce qu'on met en place. » À côté des ovins, quelques poules pondeuses assurent la consommation familiale, tandis qu'un verger se construit peu à peu : agrumes, pommes cannelle, maracujas... Au Diamant, « le climat est plus sec, il faut s'adapter ».

Son parcours, lui, n'avait rien d'évident. Originaire du Diamant mais élevée à Fort-de-France, Lisa Toussay part étudier au Canada et passe par la Belgique, avant de poursuivre en sciences politiques à Paris. C'est en travaillant sur les politiques agricoles européennes qu'elle découvre un secteur « qui m'a plu sur l'aspect réglementaire ». De retour au pays, elle crée son entreprise d'accompa-

gnement dédiée au monde agricole, constatant que la filière est « le parent pauvre de l'appui administratif ».

Son engagement dépasse la seule rentabilité. « On parle beaucoup d'autosuffisance. Mais derrière les mots, il y a des femmes et des hommes qui se battent pour faire vivre leur entreprise et nourrir la population. » Pour elle, l'agriculteur est « un acteur de l'économie martini-quaise », pas seulement un producteur. Lisa Toussay s'inscrit dans une démarche raisonnée et agro-environnementale : pas de produits phytosanitaires, pas d'engrais chimiques, un amendement exclusivement organique issu du fumier de ses propres animaux. « C'est un circuit fermé. Je récupère les déjections des moutons et des poules pour fertiliser les cultures. » Elle participe également au réseau de référence de la chambre d'agriculture et au suivi de performance pour mesurer la croissance des agneaux. « Je ne veux pas faire les choses à peu près. Je veux m'améliorer en permanence. » À terme, elle souhaite agrandir son cheptel et développer d'autres pistes : agro transformation, agrotourisme...

« Je veux aller plus loin. » ■

Laurianne Nomel



« Je voudrais que l'agriculture arrête d'être un slogan : derrière l'autosuffisance, il y a des gens, du travail, et une rigueur de tous les jours. »

